La Série Démondialisons ! Episode 1

Le 06-10-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Parti de la démondialisation
Le 2 juin 2020

Pourquoi cette série de 11 épisodes ? Il s'agit de mettre un contenu à ce que devrait être un processus de démondialisation en rupture avec la mondialisation.
L'acte I est de comprendre l'ensemble des mécanismes de la mondialisation, ses conséquences sur les peuples en termes économique, social, environnemental. De prendre la mesure de la remise en cause des droits sociaux, des services publics, de la pression sur l'emploi et sur les salaires.

Rompre avec la mondialisation néolibérale, celle qui a pris le pouvoir partout, qui a supprimé la souveraineté des peuples et a inféodé l'Etat, a réduit la démocratie à peau de chagrin, c'est s'engager sur un chemin de révolution au sens propre du terme.

Il ne s'agit pas de jouer avec des mots ou d'étaler des concepts. Les faits sont là. Sous notre nez, entravé par un masque. Ils démontrent, cruellement, l'urgence d'une rupture franche et sans bavure avec un système qui n'a aucune considération des êtres vivants. La pandémie de Covid-9 a, en effet, révélé massivement la férocité d'un système entièrement dévolu à la finance, au capital, au libre-échange, à son insatiable appétit de profits, tout autant que la servitude des classes dirigeantes et de l'Union européenne. Mais pas que. Vous le verrez au fil des épisodes.

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les conséquences du choix idéologique et économique de la mondialisation néolibérale. Quel citoyen ne s'est pas interrogé sur les raisons de la pénurie de masques, de respirateurs, de médicaments, de tests, indispensables pour protéger et traiter les populations ? Qui ne s'est pas offusqué de l'insuffisance des moyens de l'hôpital public ? Des conditions de travail des effectifs et du manque de matériel ?

La menace brutale qui a fondu sur les peuples, les carences de l'État, incapable de pallier la dépendance à la production étrangère, a ouvert les yeux de millions de personnes et conforté celles qui prônaient déjà la démondialisation. Inutile d'être devin pour comprendre que les classes dirigeantes sont aux abois quitte à ce que les pires défenseurs du néolibéralisme, du « marché mondial », du libre-échange, avec, en tête, le président de la République et son gouvernement, ont tenu des discours inattendus : ils ont promis, la main sur le cœur, qu'il fallait rectifier le tir. Évidemment leurs paroles s'envoleront dans le vent à la vitesse de la lumière. Veulent-ils démondialiser ? Non, à coup sûr, ils cherchent seulement les moyens de nous faire croire que le « monde d'après » sera moins cruel pour tenter d'atténuer la colère qui gronde dans le pays… Mais ils ne sont pas crédibles. Car démondialiser ne peut se limiter à promettre de réorganiser quelques chaînes de production et de relocaliser la production de masques, de tests, de respirateurs, voire de quelques médicaments, etc.

Que veut dire démondialiser ?

Démondialiser, pour le Pardem, correspond à l'ensemble des actions, initiatives, luttes sociales, processus électoraux visant à s'émanciper de l'ordre néolibéral mondial et de son avatar européen. C'est retrouver la souveraineté nationale, pour chaque pays. C'est construire une autre configuration internationale qui se construira progressivement, pays par pays. Pour redonner son rôle à la politique, on ne peut compter, dans l'état actuel du monde, que sur les luttes sociales et la reprise en main des États par les peuples.

Il est illusoire et nocif d'espérer un hypothétique gouvernement mondial ou une quelconque « gouvernance » mondiale. L'échelle mondiale, aujourd'hui, est un no man's land démocratique. C'est le règne des institutions multilatérales supranationales, des firmes multinationales, des médias interplanétaires à leur service. Aucun contrepoids démocratique n'existe à cet échelon, comme à celui de l'Union européenne. Prétendre vouloir prendre des mesures mondiales revient à livrer les peuples aux classes dominantes mondialisées.

Démondialiser, c'est concrètement :

- Sortir unilatéralement de l'Union européenne et de l'euro comme monnaie unique pour construire, le cas échéant, une monnaie commune. C'est la condition indispensable, mais non suffisante, pour mener des politiques de sortie de crise, de fin du chômage par la reprise en main de la souveraineté monétaire.
- Annuler les dettes et les restructurer, ne pas les rembourser, sauf aux classes populaires et moyennes qui pourraient détenir des titres d'État, directement ou indirectement.
- Prendre le contrôle, en France, des firmes transnationales dominantes, au moyen de leur nationalisation, et assurer leurs projets au service des peuples.
- Prendre des mesures protectionnistes, inspirées de la Charte rénovée de La Havane de 1948, à l'échelle nationale, car un protectionnisme européen n'aurait aucun effet, sans compter sur l'impossibilité d'obtenir l'accord unanime des Vingt-sept. C'est impossible à obtenir compte tenu des orientations néolibérales des gouvernements qui les dirigent.
- Interdire les délocalisations et relocaliser les activités productives.
- Démanteler les marchés financiers et non simplement les réguler.
- Décider le droit opposable à l'emploi, le relèvement général des salaires et des protections sociales.

Démondialiser c'est remettre en cause quarante années de révolution néolibérale... C'est organiser le retour de l'État dans l'économie, sous le contrôle de la population et des élus.

L'État devient l'instrument de l'intérêt général, un instrument du changement pour protéger les peuples contre le chômage, la pauvreté, la précarité, l'insécurité. C'est changer l'ordre mondial, en solidarité avec les autres pays. C'est ne pas aller « conquérir » des marchés extérieurs qui provoquent dégâts environnementaux et sociaux. C'est développer, sur son territoire, une activité économique harmonieuse dans le cadre du plein-emploi. Ce n'est pas remettre en cause les échanges commerciaux et culturels, la circulation des idées et des personnes. Au contraire, c'est permettre l'existence de la diversité des cultures et des langues contre l'uniformisation culturelle et idéologique imposée par la logique du capitalisme néolibéral.

Agir pour démondialiser, c'est mettre en lumière que les classes dominantes, leurs médias, leurs firmes multinationales, leurs institutions supranationales et leurs traités internationaux ne prendront aucune mesure de résolution de la crise. Il n'y a pas de solution mondiale ou européenne dans le cadre de l'ordre néolibéral mondial.

Chaque pays doit engager, lui-même, par ses luttes et son agenda électoral, son processus de démondialisation. Dans le mouvement, dans la dynamique, des convergences vont ensuite s'opérer. Mais il ne faut surtout pas attendre de solutions « d'en haut », du niveau mondial ou européen. Il ne faut pas attendre que ça change à ces niveaux, il faut agir tout de suite, en bas, dans chaque pays, par des mesures unilatérales de sortie de l'ordre néolibéral mondial.

Près de quarante ans avec une gauche qui oppose absurdement souveraineté nationale et

internationalisme ont interdit toute possibilité de sortie des institutions qui ont imposé le néolibéralisme et supprimé les processus démocratiques dans les pays de « l'Union » européenne. Il est plus que temps de rompre avec cette impasse politique et idéologique.

Démondialiser est une condition indispensable pour construire une société réellement démocratique, solidaire, au service des intérêts du peuple souverain.

Lire l'épisode 2 : Les quatre piliers de la mondialisation néolibérale

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire